

L'avenir de la Corse passe par l'immigration et non par la construction de murs et de barrières

Par Jean-Pierre
Battestini
syndicaliste

Les enquêtes d'opinion récentes montrent qu'une majorité de Français considère qu'il y a trop d'étrangers dans le pays. Les attentats islamistes, le chômage massif, le nombre important de réfugiés fuyant les guerres et les persécutions en tentant de traverser au péril de leur vie la Méditerranée, expliquent pour une grande partie ce résultat. D'ailleurs, nombreux les étrangers ou français d'origine étrangère résidant dans le pays à considérer eux-mêmes qu'il y a trop d'étrangers ! Pourtant, le nombre d'étrangers en France est stable depuis des décennies et sans l'apport de immigration nos comptes sociaux (régimes de retraites, protection sociale, Budgets) seraient davantage dégradés, comme l'ont prouvé de nombreuses études.

En Corse, de nombreuses voix s'élèvent pour mettre fin ou, du moins, limiter strictement l'arrivée de nouveaux résidents extérieurs. Et

ces restrictions s'appliquent aussi bien aux étrangers qu'aux «*Français du continent*». Le candidat nationaliste à la députation dans la circonscription d'Ajaccio s'alarmait du fait et le déplorait, même, comme si c'était un drame que «*si ça continuait les futurs élus de Corse risquaient de se nommer Durant ou Dupont*».

Ce discours s'inscrit dans le droit fil de la «*citoyenneté Corse*» développée par Jean-Guy Talamoni qui n'accorderait le droit de vote, de propriété et même la possibilité de travailler qu'après dix ans de résidence permanente, comme il l'expliquait lors d'une conférence de presse le 28 octobre 2015. Mais comment vivre dix ans dans un lieu sans pouvoir travailler ?

Si ajoute à cela le poids croissant en Corse des idées de rejet et d'exclusion de l'étranger portées principalement par l'extrême-droite (mais pas seulement),

on risque de créer des barrières avec de graves conséquences pour les habitants de notre île. Il suffit d'observer la dernière étude de l'INSEE (*Analyses* N°15, juin 2017) pour comprendre l'urgence pour la Corse d'accueillir du monde dans les années à venir. Cette étude montre clairement et contrairement aux peurs et aux fantasmes agités par certains que d'ici à 2050, la croissance annuelle de la population corse va diminuer des trois quart (0,25% au lieu de 1,1% pour les dernières années) même si elle resterait une des régions les plus dynamiques.

Le solde naturel de notre population va continuer à se dégrader pour atteindre en 2050 près de 5000 décès par an pour moins de 3000 naissances avec un taux de fécondité en forte baisse. La Corse serait la région, et de loin, où la part des seniors serait la plus forte et augmenterait le plus

vite. (Les plus de 65 ans passeraient de 21% actuellement à 35%). À l'inverse, les jeunes seraient les moins présents dans la population : 205 seniors pour 100 jeunes contre 101 seniors pour 100 jeunes actuellement. Toujours selon l'étude de l'INSEE et malgré un ralentissement de l'immigration (en provenance du Continent ou de l'étranger), la population active (personnes de 20 à 64 ans) resterait stable en volume à 187 000 unités. Sans cette migration de personnes actives, non seulement la population diminuerait mais elle vieillirait davantage. On voit bien à travers cette étude tous les risques qu'il y a pour le pays et plus particulièrement pour la Corse, à vouloir réduire voir fermer les frontières. Aussi bien d'un point de vue humanitaire que social ou économique, la Corse - qui est déjà une île - n'a surtout pas besoin qu'on y hérisse des palissades sur ses côtes.